

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

## Agriculture et Pêche

[C – 2015/35397]

**30 JANVIER 2015. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 septembre 2011 portant agrément des associations, organisations et entreprises en exécution des articles 4, 5, 6, 7 et de l'article 59, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté relatif à l'élevage du 19 mars 2010, en ce qui concerne l'agrément de l'a.s.b.l. Belgian Quarter Horse Association pour la tenue du livre généalogique de la race American Paint Horse**

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

Vu le décret du 28 juin 2013 relatif à la politique de l'agriculture et de la pêche, notamment l'article 40, 2° ;

Vu l'arrêté relatif à l'organisation de l'élevage du 19 mars 2010, notamment l'article 4, § 3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 2011 portant agrément des associations, organisations et entreprises en exécution des articles 4, 5, 6, 7 et de l'article 59, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté relatif à l'élevage du 19 mars 2010 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2015 ;

Vu la concertation entre les régions du 18 décembre 2014 ;

Considérant que l'a.s.b.l. Belgian Quarter Horse Association a introduit le 28 septembre 2014 une demande d'agrément complémentaire pour la tenue du livre généalogique de la race American Paint Horse et qu'elle a complété cette demande le 23 décembre 2014,

Arrête :

**Article unique.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 27 septembre 2011 portant agrément des associations, organisations et entreprises en exécution des articles 4, 5, 6, 7 et de l'article 59, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté relatif à l'élevage du 19 mars 2010, modifié par l'arrêté ministériel des 15 mars 2012, 24 juillet 2012 et 14 janvier 2014, le point 21° est remplacé par ce qui suit :

« 21° l'a.s.b.l. Belgian Quarter Horse Association, ayant le numéro d'entreprise 443.584.562, pour la tenue d'un livre généalogique des races :

a) American Quarter Horse ;

b) American Paint Horse ; ».

Bruxelles, le 30 janvier 2015.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

J. SCHAUVLIEGE

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31220]

**19 MARS 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant la composition et le fonctionnement du comité d'experts des radiations non-ionisantes**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les radiations non-ionisantes, son article 3, § 2 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> avril 2014 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2014 ;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2014 ;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014 ;

Vu l'avis n° 56971/1 du Conseil d'Etat rendu le 6 février 2015 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre chargée de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le comité d'experts des radiations non-ionisantes (dénommé ci-après le comité) est composé de 9 membres désignés comme suit par le Gouvernement :

a. 3 membres disposant d'une expertise scientifique concernant les effets des radiations non-ionisantes sur la santé et/ou l'environnement ;

b. 2 membres disposant d'une expertise scientifique concernant les propriétés des radiations non-ionisantes ;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31220]

**19 MAART 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot regeling van de samenstelling en de werking van het comité van experts op het vlak van niet-ioniserende stralingen**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 3, § 2, van de ordonnantie van 1 maart 2007 betreffende de bescherming van het leefmilieu tegen de eventuele schadelijke effecten en hinder van niet-ioniserende stralingen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 1 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 3 april 2014;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 2014;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15 mei 2014;

Gelet op het advies nr. 56971/1 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister bevoegd voor Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het comité van experts op het vlak van niet-ioniserende stralingen (hierna 'het comité' genoemd) bestaat uit 9 leden, die als volgt worden aangeduid door de Regering:

a. drie leden die beschikken over een wetenschappelijke expertise op het vlak van het effect van niet-ioniserende stralingen op de gezondheid en/of leefmilieu;

b. twee leden die beschikken over wetenschappelijke expertise op het vlak van de eigenschappen van niet-ioniserende stralingen;

c. 2 membres disposant d'une expertise scientifique concernant les besoins micro- et macro-économiques et sociaux en matière de télécommunications mobiles;

d. 2 membres disposant d'une expertise scientifique concernant les technologies de communication sans fil, et particulièrement les aspects techniques de leur fonctionnement.

Un représentant de Bruxelles Environnement et un représentant de la Direction de l'urbanisme de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement assistent aux réunions du comité avec voix consultative.

Le mandat des membres du comité est de 3 ans renouvelables.

Au maximum deux tiers des membres peuvent être du même rôle linguistique.

Le rôle linguistique d'un membre du comité est déterminé en fonction de la langue nationale dans laquelle a été délivré son diplôme le plus élevé.

Le détenteur d'un diplôme qui n'a pas été délivré par la Communauté française ou par la Communauté flamande choisit, au moment du dépôt de sa candidature, son rôle linguistique.

**Art. 2.** Les membres du comité ne peuvent exercer, pour toute la durée de leur mandat, aucun mandat politique ni aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au sein d'un cabinet ministériel, au sein des entreprises exploitant des installations susceptibles de produire ou de transmettre des radiations non ionisantes, au sein d'un groupe de pression actif dans la matière des radiations non-ionisantes ou au sein des entreprises de fabrication ou de commercialisation de matériel destiné à atténuer ou à produire les rayonnements non-ionisants.

L'interdiction prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> subsiste pendant un an après la fin du mandat du membre du comité.

Les membres du comité signent une déclaration sur l'honneur par laquelle ils déclarent tous les liens directs ou indirects éventuels qu'ils ont avec les exploitants des installations susceptibles de produire ou de transmettre des radiations non ionisantes.

Si un membre du comité a, directement ou indirectement, un intérêt opposé à une décision, à un avis ou à un autre acte relevant du comité, il ne peut assister aux délibérations du comité y relatives, ni prendre part au vote. Il doit en informer préalablement les autres membres du comité, qui doit en faire état dans le procès-verbal de la réunion.

Les membres du comité agissent indépendamment de tout intérêt commercial propre.

**Art. 3.** Le comité élit en son sein un président chargé de réunir le comité et d'en organiser les travaux.

Le comité établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Ministre chargé de l'Environnement.

**Art. 4.** Le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, Bruxelles Environnement remet au comité un rapport concernant la mise en œuvre de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les radiations non-ionisantes.

A la même date, l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement (Direction de l'urbanisme) remet au comité un rapport concernant les aspects urbanistiques liés à cette mise en œuvre.

A l'issue de ses travaux, le comité remet un rapport au Gouvernement le 30 septembre de chaque année. Le Gouvernement communique ce rapport au Parlement.

Le rapport fait l'objet d'un accord par consensus au sein du comité. A défaut de consensus, le rapport fait état des opinions exprimées par les différents membres.

**Art. 5.** Les membres du comité perçoivent une rémunération pour leurs activités. Cette rémunération s'élève à 100 euros par réunion de minimum 2 heures et à 150 euros pour le président, avec un maximum de 400 euros par membre et 600 euros pour le président, sur base annuelle.

c. twee leden die beschikken over wetenschappelijke expertise op het vlak van de micro- en macro- economische en sociale noden inzake mobiele telecommunicatie;

d. twee leden die beschikken over wetenschappelijke expertise op het vlak van draadloze communicatietechnologieën en in het bijzonder de technische aspecten van hun werking

Een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel en een vertegenwoordiger van de Directie Stedenbouw van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting wonen de vergaderingen van het comité bij met raadgevende stem.

Het mandaat van de leden van het comité is een hernieuwbaar mandaat van 3 jaar.

Maximaal twee derde van de leden mag van dezelfde taalrol zijn.

De taalrol van een lid van het comité wordt bepaald in functie van de landstaal waarin zijn hoogste diploma werd uitgereikt.

De houder van een diploma dat niet door de Franse of Vlaamse Gemeenschap werd uitgereikt, kiest op het moment van indiening van zijn kandidatuur zijn taalrol.

**Art. 2.** De leden van het comité mogen, gedurende de hele duur van het mandaat, geen enkel politiek mandaat ofgeen enkele functie of activiteit uitoefenen, al dan niet bezoldigd, ten dienste van een ministerieel kabinet, noch ten dienste van een onderneming waar installaties worden uitgebaat die niet-ioniserende stralingen kunnen opwekken of doorzenden, noch ten dienste van een drukkingsgroep-actief in de domein van niet-ioniserende stralingen of ten dienste van ondernemingen voor de vervaardiging of commercialisering van materiaal bestemd om niet-ioniserende stralingen te verzwakken of te produceren.

Het verbod bepaald in het eerste lid blijft van kracht gedurende één jaar na afloop van het mandaat van het lid van het comité.

De leden van het comité ondertekenen een verklaring op erewoord waarin ze al hun eventuele rechtstreekse of onrechtstreekse banden met de exploitanten van installaties die niet-ioniserende stralingen kunnen opwekken of doorzenden, aangeven.

Indien een lid van het comité, rechtstreeks of onrechtstreeks, een tegengesteld belang heeft bij een beslissing, advies of andere akte van het comité, mag hij de betreffende beraadslagingen van het comité niet bijwonen, noch deelnemen aan de stemming. Hij moet de overige leden van het comité hiervan vooraf inlichten, dat daarvan melding moet maken in de notulen van de vergadering.

De leden van het comité handelen onafhankelijk van alle eigen commerciële belangen.

**Art. 3.** Het comité kiest onder zijn leden een voorzitter die ermee wordt belast het comité te laten samenkomen en de werkzaamheden ervan te organiseren.

Het comité stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het voor ter goedkeuring van de minister van Leefmilieu.

**Art. 4.** Op 1 juni van elk jaar dient Leefmilieu Brussel bij het comité een verslag in met betrekking tot de uitvoering van de ordonnantie van 1 maart 2007 betreffende de bescherming van het leefmilieu tegen de eventuele schadelijke effecten en hinder van niet-ioniserende stralingen.

Op diezelfde dag bezorgt het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting (Directie Stedenbouw) het comité een verslag betreffende de stedenbouwkundige aspecten verbonden aan deze uitvoering.

Na afloop van zijn werkzaamheden, en meer bepaald op 30 september van elk jaar, overhandigt het comité de Regering een verslag. De Regering bezorgt dat verslag aan het Parlement.

Het verslag maakt het voorwerp uit van een akkoord bij consensus binnen het comité. Wanneer er geen consensus kan worden bereikt, maakt het verslag melding van de opinies die de verschillende leden hebben geuit.

**Art. 5.** De leden van het comité ontvangen een vergoeding voor hun activiteiten. Die vergoeding bedraagt 100 euro per vergadering van minimaal 2 uur en 150 euro voor de voorzitter, en kan op jaarbasis oplopen tot maximaal 400 euro per lid en 600 euro voor de voorzitter.

Aucune rémunération n'est prévue pour les réunions virtuelles ou par écrit.

Les membres indiquent à Bruxelles Environnement s'ils souhaitent que la rémunération leur soit versée personnellement ou à l'institution à laquelle ils appartiennent.

Le rapport annuel mentionne les rémunérations qui ont été payées par membre.

**Art. 6.** Le secrétariat du comité est assuré par Bruxelles Environnement.

Les réunions du comité ont lieu dans les locaux de Bruxelles Environnement.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 2015.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le ministre-président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Rudi VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale  
chargée de l'Environnement,  
Céline FREMAULT

Er wordt niet in een vergoeding voorzien voor virtuele of schriftelijke vergaderingen.

De leden moeten aan Leefmilieu Brussel aangeven of de vergoeding hun persoonlijk mag worden uitgekeerd, dan wel of ze mag worden uitgekeerd aan de instelling waartoe ze behoren.

In het jaarverslag worden de vergoedingen die per lid zijn betaald, vermeld.

**Art. 6.** Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door Leefmilieu Brussel.

De bijeenkomsten van het comité vinden plaats in de kantoren van Leefmilieu Brussel.

**Art. 7.** De minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 2015.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De minister-voorzitter  
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
Rudi VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering  
bevoegd voor Leefmilieu,  
Céline FREMAULT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET AUTORITE FLAMANDE

[C – 2015/35396]

#### 5 MARS 2015. — Ordres nationaux

L'arrêté royal du 5 mars 2015 dispose ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Sont nommés Commandeur de l'Ordre de la Couronne :

- BOGAERT Philip (° Deinze, 01/12/1954)  
Conseiller (prise de rang 15/11/2014) ;
- VAN DER PLAS Gerda (° Baasrode, 26/6/1956)  
Conseiller en chef (prise de rang 15/11/2007) ;
- VAN HIJFTE Marie-Anne (° Groede (NL), 22/8/1954)  
Conseiller (prise de rang 08/04/2014).

§ 2. Sont nommés Officier de l'Ordre de la Couronne :

- BOERJAN Carlos (° Moerkerke, 25/12/1962)  
Adjoint du directeur (prise de rang : 15/11/2014) ;
- EVERAERDT Hilde Maria (Jill) (° Kortrijk, 05/03/1966)  
Conseiller (prise de rang 15/11/2012) ;
- HERREMANS Marc (° Ninove, 23/08/1964)  
Adjoint du directeur (prise de rang : 08/04/2014) ;
- LAMPENS Dieter (° Gent, 19/02/1963)  
Attaché scientifique (prise de rang : 15/11/2012) ;
- LAUWERS Kim (° Deurne 5/10/1973)  
Conseiller (prise de rang : 08/04/2013) ;
- VAN DER GRACHT Patrick (° Ukkel, 10/10/1964)  
Ingénieur (prise de rang 08/04/2014) ;
- VAN HERCK Ria (° Herentals, 19/08/1959)  
Adjoint du directeur (prise de rang : 08/04/2013) ;
- VERNAILLEN Serge (° Vilvoorde, 22/10/1963)  
Adjoint du directeur (prise de rang 08/04/2013).

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN VLAAMSE OVERHEID

[C – 2015/35396]

#### 5 MAART 2015. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2015 wordt bepaald :

**Artikel 1.** § 1. Wordt benoemd tot Commandeur in de Kroonorde :

- BOGAERT Philip (° Deinze, 01/12/1954)  
Adviseur (ranginneming 15/11/2014);
- VAN DER PLAS Gerda (° Baasrode, 26/6/1956)  
Hoofdadviseur (ranginneming 15/11/2007);
- VAN HIJFTE Marie-Anne (° Groede (NL), 22/8/1954)  
Adviseur (ranginneming 08/04/2014).

§ 2. Worden benoemd tot Officier in de Kroonorde :

- BOERJAN Carlos (° Moerkerke, 25/12/1962)  
Adjunct van de directeur (ranginneming : 15/11/2014);
- EVERAERDT Hilde Maria (Jill) (° Kortrijk, 05/03/1966)  
Adviseur (ranginneming 15/11/2012);
- HERREMANS Marc (° Ninove, 23/08/1964)  
Adjunct van de directeur (ranginneming : 08/04/2014);
- LAMPENS Dieter (° Gent, 19/02/1963)  
Wetenschappelijk attaché (ranginneming : 15/11/2012);
- LAUWERS Kim (° Deurne 5/10/1973)  
Adviseur (ranginneming : 08/04/2013);
- VAN DER GRACHT Patrick (° Ukkel, 10/10/1964)  
Ingenieur (ranginneming 08/04/2014);
- VAN HERCK Ria (° Herentals, 19/08/1959)  
Adjunct van de directeur (ranginneming : 08/04/2013);
- VERNAILLEN Serge (° Vilvoorde, 22/10/1963)  
Adjunct van de directeur (ranginneming 08/04/2013).